

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau Environnement
Pôle ICPE

GRENOBLE, LE 18 JUILLET 2008

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MICHEL
☎ : 04.76.60.48.89
📠 : 04.76.60.32.57

ARRETE COMPLEMENTAIRE

N° 2008-06759

Le Préfet de l'Isère
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) et ses articles R.512-31 et R.512-33 ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société FERROPEM au sein de son usine des Clavaux située sur la commune de LIVET ET GAVET, et notamment l'arrêté préfectoral N°98-2855 du 4 mai 1998 modifié ;

VU le bilan de fonctionnement du site transmis par l'exploitant le 28 mars 2007 à la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes ;

VU le dossier présenté par la société FERROPEM le 15 avril 2008, et complété le 20 mai 2008, en vue de remettre en service un four dans son usine des Clavaux afin d'augmenter sa production de silicium ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées, du 27 mai 2008 ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de l'Isère, du 5 juin 2008 ;

VU la lettre du 10 juin 2008, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspecteur des installations classées ;

VU les compléments d'informations transmis par l'exploitant suite aux observations de la DDASS ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, du 24 juin 2008 ;

VU la lettre du 26 juin 2008, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

CONSIDERANT que l'ajout du four peut être considéré comme une modification non notable compte tenu que l'augmentation de production de silicium sur le site reste limitée (moins de 20 %), que le procédé de fabrication est inchangé et que le classement du site n'est pas modifié ;

CONSIDERANT que les dispositions envisagées par la société devraient permettre de ne pas augmenter notablement les émissions atmosphériques (poussières, métaux, HAP), et que le respect des prescriptions techniques ci-annexées devraient encore améliorer la situation environnementale du site à court terme ;

CONSIDERANT que les prescriptions techniques ci annexées imposent dans des délais précis la réalisation d'études et de contrôles (surveillance atmosphérique, étude sur les mesures en continu des rejets atmosphériques, mesures de bruit) ;

CONSIDERANT, au vu de l'étude réalisée, que l'impact des rejets futurs sur la santé semble acceptable dans la quasi-totalité des zones habitées à proximité de l'usine et que par ailleurs une campagne de mesures des concentrations des polluants dans l'air sera réalisée afin de vérifier les résultats obtenus par simulation ;

CONSIDERANT qu'il convient, en application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société FERROPEM en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er – La société FERROPEM (siège social : 517 avenue de la Boisse - 73000 CHAMBÉRY) est tenue de respecter strictement les prescriptions techniques ci-annexées applicables à l'ensemble des installations classées exploitées sur le site de son usine des Clavaux située route des Six Vallées sur la commune de LIVET ET GAVET.

ARTICLE 2 - Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

ARTICLE 3 - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - Conformément aux dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

ARTICLE 5 - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R.512-74 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R.512-75 du code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R.512-76 du code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 6 - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de LIVET ET GAVET pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7 - En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 8 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de LIVET ET GAVET et l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FERROPEM.

Fait à Grenoble, le 18 JUIL. 2008

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint



Michel CRECHET